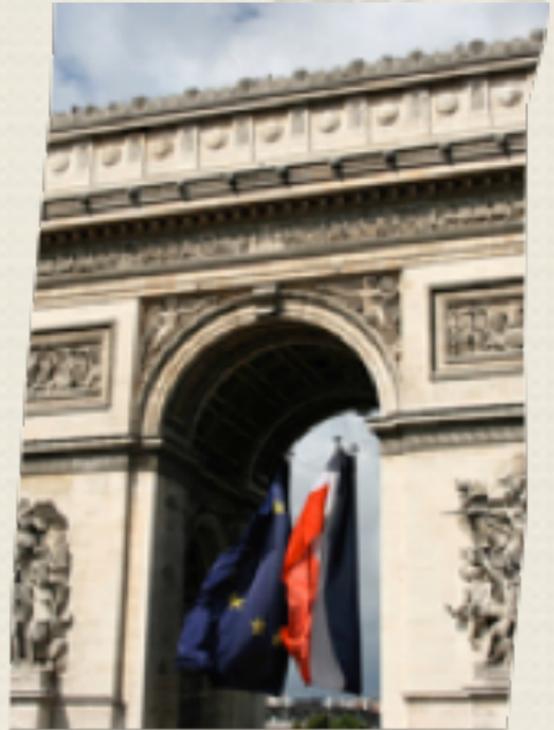


LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 21 JUIN 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le doute subsiste connaissant les méthodes du PS**
- 2) **Les opportunistes de 2017...**
- 3) **La vérité lui est demandée...**
- 4) **...par les Insoumis**
- 5) **Qui sont-ils ...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Farida Amrani, la concurrente de Valls, affirme avoir des preuves de tricherie



L'adversaire de Manuel Valls, Farida Amrani (la France Insoumise) a annoncé le dépôt d'un recours pour contester l'élection de l'ex-Premier ministre. Crédit : MARTIN BUREAU / AFP

La candidate de la France insoumise qui était opposée à Valls, conteste les résultats du second tour des législatives. Un recours devrait être déposé.

Farida Amrani, candidate de La France insoumise conteste la victoire de l'ancien Premier ministre socialiste Manuel Valls. Les deux candidats se sont affrontés dans l'Essonne, dimanche soir, pour le second tour des législatives.

"Nous contestons les résultats d'hier et nous revendiquons la victoire. On a passé une semaine très difficile entre les deux tours, (...) avec des intimidations. Dès vendredi, nous avons fait appel à Amnesty International, pour qu'ils puissent être présents dans les bureaux et faire leur travail d'observateur.", explique Farida Amrani au micro de BFMTV.

Dimanche soir, Manuel Valls a annoncé sa victoire avec 50,3% des voix, après un recomptage. Soit 139 bulletins de plus que sa concurrente. Immédiatement, son équipe a contesté ce résultat.

Un recours sera déposé

Aussi, un recours sera déposé devant le Conseil constitutionnel. Les points litigieux portent sur quatre bureaux, dont un où elle dit avoir de gros soupçons. Au micro de BFMTV, la candidate FI raconte avoir des témoignages sur cette triche présumée. Elle dit avoir "assisté à des choses graves dans un bureau", et évoque des photos, des vidéos. Tout en restant vague.

En attendant, ce lundi matin à 9 heures, son équipe et elle vont recompter les bulletins de vote à la préfecture de police. Ce qui est impossible compte tenu des procédures en vigueur lors du dépouillement.

De son côté, Manuel Valls s'est fendu d'un tweet pour remercier "ceux qui ont permis (cette) élection".



Manuel Valls@manuelvalls

Merci à ceux qui ont permis mon élection. Il n'y a eu aucune irrégularité. Il faut accepter le verdict des urnes et respecter la démocratie

Lundi en fin de matinée, l'ancien Premier ministre s'est montré à l'Assemblée nationale. Souriant au début, *il est rapidement devenu agressif* quand les journalistes l'ont questionné sur son élection et les accusations de son adversaire Farida Amrani.



LaureEquy @LaureEquy

Valls arrive très tendu à l'assemblée: "j'ai été élu, au nom de quoi je viendrais + tard? Parce que c'est moi? Vous connaissez votre droit?"

Législatives : la porte-parole de la France insoumise évoque "de la triche" dans la circonscription de Manuel Valls

https://youtu.be/oJY_gEsnqxc

bfmtv.com



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Résultats Législatives Rhône: A peine élue, Anissa Khedher est déjà la risée du web

SCRUTIN La jeune femme, candidate de la République en marche, s'est imposée d'un cheveu dans la 7ème circonscription du Rhône. Son adversaire a déposé un recours pour recompter les voix.



Anissa Khedher lors de son intervention ratée sur le plateau de télévision — Capture d'écran

Devenue la risée des réseaux sociaux suite à la diffusion d'un débat télévisé auquel elle avait participé, Anissa Khedher s'est finalement imposée dans la septième circonscription du Rhône, avec un score serré de 50,60 %.

Largement arrivée en tête du premier tour des élections législatives, cette jeune cadre en psychiatrie, a vu son avance fondre comme neige au soleil ce dimanche soir, sans toutefois se faire battre sur le fil.

Interrogée sur TLM au sujet de ses craintes durant l'entre-deux tours, la trentenaire a répondu qu'il n'y avait « pas de polémique ». « Je prends ça avec beaucoup d'humour », a-t-elle lâché avant d'ajouter : « J'ai l'habitude de la perversité et de la nature humaine. Je ne vois pas de polémique, il n'y a rien. »

Merci à tous. Je serais une députée de terrain au plus proche de ma #circo6907 <https://t.co/mf61jQUIsn>

— AnissaKhedher (@Anissa_Khedher) June 18, 2017

Mais le tweet de victoire qu'elle a posté quelques minutes après l'annonce des résultats définitifs, n'a pas manqué de déclencher une vague de réponses ironiques sur le Web.



Ras Roeken @RasRoeken

@Anissa_Khedher Il me tarde de voir votre 1ere prestation à l'assemblée. Vu votre qualité d'oratrice on va bien s'amuser



Agnès Marion ☺ @_AgnèsMarion

@Anissa_Khedher Il va falloir commencer par réviser les conjugaisons et apprendre la nuance induite par le conditionnel et l'indicatif #BécherelleTaMère



Laurent Didier @laurentdidier03

Anissa Khedher élue dans le Rhône. Elle va savoir ce qu'est la réserve parlementaire à coup sûr. Sauf si c'est une info @LeGorafi 😂

De son côté, Alexandre Vincendet, le maire LR de Rillieux-la-Pape, battu d'un souffle, a semble-t-il du mal à accepter la défaite. Il a annoncé dans la foulée des résultats qu'il allait déposer un recours afin de recompter les bulletins. 250 voix le séparent de la candidate LREM.



20 Minutes Lyon @20minuteslyon

#legislatives2017 #Rhône - 7e circ - Alexandre Vincendet #LR annonce qu'il va déposer un recours. Il a été battu de 250 voix

1) La grosse remarque sexiste du député UDI battu François Rochebloine envers sa successeuse Valéria Faure-Muntian



Le député UDI battu François Rochebloine. © JACQUES DEMARTHON / AFP



Amandine Réaux
amandine.reaux@europe1.fr

Il y a 221 députés sortants à avoir été battus, au premier ou au second tour des législatives, les 11 et 18 juin. **La défaite est difficile à encaisser pour ceux qui ont siégé dans l'hémicycle pendant moult législatures et qui se voient détrônés par des candidats LREM**, pour certains issus de la société civile.

C'est le cas de François Rochebloine. Le député sortant UDI de la 3e circonscription de la Loire a été battu dimanche par son adversaire LREM Valéria Faure-Muntian, qui fait son entrée en politique en même temps qu'à l'Assemblée nationale. Et **le parlementaire centriste digère mal son éviction après 29 ans de vie politique à temps plein**. Il s'est plaint dimanche auprès de France bleu Saint Étienne Loire, voyant mal comment sa successeuse pourrait concilier députation et... "lessives" :

Le problème, c'est sa compétence (Valéria Faure-Muntian, NDLR). J'ai eu l'occasion de débattre à quatre reprises avec elle. Ce n'est pas la compétence qui a gagné – désolé de le dire comme ça – même si elle a l'air très agréable. J'étais disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an au détriment de ma vie familiale. Je ne pense pas qu'elle aura le temps de faire sa lessive et d'emmener ses enfants à l'école, comme elle m'a dit qu'elle était une personne normale, moi aussi je l'étais et j'avais une chance d'avoir une épouse qui m'a bien accompagné...

Un argumentaire qui rappelle fortement celui de Gilbert Collard pour qui **il est très difficile d'être mère et députée si on aime vraiment ses enfants**.

De son côté, **Valéria Faure-Muntian n'a pas soulevé ce qui ne semble donc pas être un problème**, à savoir le fait de s'occuper de ses enfants et de siéger à l'Assemblée. "**Moi, je reste respectueuse**", a-t-elle simplement commenté auprès de France bleu.

lelab.europe1.fr



2) Soupçons de financement libyen: L'appartement et la résidence secondaire de Guéant confisqués

L'ancien locataire de la place Beauvau peut continuer d'occuper ses biens mais ne peut pas les vendre...



Claude Guéant à Paris le 30 juin 2015. - IBO/SIPA

C. Ape.

Nouveau rebondissement dans l'affaire sur un possible financement par le régime libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy. Les biens immobiliers de Claude Guéant, ancien ministre de l'Intérieur mis en examen en 2015 pour « blanchiment de fraude fiscale en bande organisée » et « usage de faux », ont été confisqués.

Comme le rapporte le Parisien, les juges d'instruction Serge Tournaire et René Grouman ont pris une ordonnance de confiscation à l'encontre de l'appartement parisien et de la résidence secondaire de l'ancien secrétaire général de l'Élysée le 12 juin. En clair, l'ancien locataire de la place Beauvau peut continuer d'occuper ses biens mais ne peut pas les vendre.

Un virement de 500.000 euros dans le viseur des enquêteurs

Les juges s'intéressent à un virement de 500.000 euros perçu en mars 2008 par Claude Guéant, provenant d'un avocat malaisien et dont les policiers ont retrouvé la trace sur ses relevés bancaires, lors d'une perquisition à son domicile.

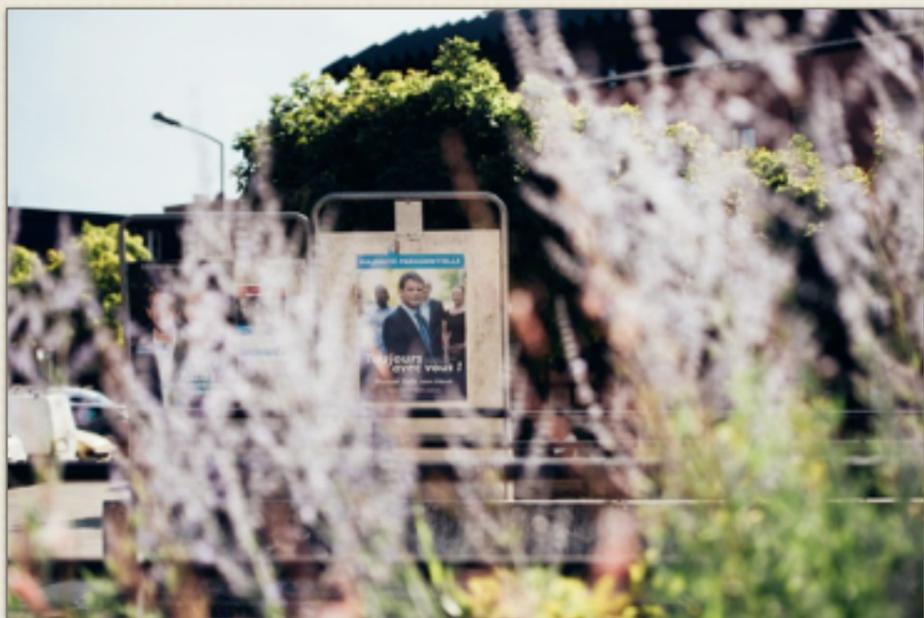
Il s'agissait du fruit de la vente de deux tableaux, s'était défendu Claude Guéant, sans convaincre les magistrats. Les enquêteurs soupçonnent eux un montage financier destiné à faciliter l'achat d'un appartement de 90 m2 dans le XVIe arrondissement de Paris pour un montant de 717.500 euros réglé comptant, qui fait l'objet d'une ordonnance.

Tout comme la résidence secondaire de l'ancien ministre de l'Intérieur dans le Maine-et-Loire, souligne le Parisien. Le quotidien explique que cette résidence a été perquisitionnée une semaine avant la prise de l'ordonnance par les policiers de l'Office anti-corruption. Aucun document n'aurait été saisi.



III) Manuel Valls, roi maudit en sa ville d'Evry

Par Ramsès Kefi



A Evry, lundi. Photo Boris Allin. Hans Lucas

Si l'ex-Premier ministre est honni par une partie des habitants de son fief, d'autres soupçonnent la présence de fauteurs de troubles venus de l'extérieur.

Manuel Valls, roi maudit en sa ville d'Evry

Le vieux monsieur avec les dents en vrac regarde les cotes des canassons sur son journal. Et dit qu'il ne comprend pas Manuel Valls : «Il a été maire, député et Premier ministre... avec ce qu'il a accumulé en argent, il pourrait être en vacances pour toujours.» Il y a eu un blanc, une allégorie sur le pouvoir et tout un pan de discussion en jargon judiciaire : PV, tribunal administratif, Conseil constitutionnel délais pour les recours - avec des définitions précises.

Drôle de lundi à Evry : les législatives se prolongent et un retraité qui a suivi le téléfilm de bout en bout se met à causer comme un procureur. Il n'est pas le seul d'ailleurs : là-bas, le mot «recours», celui que préparent les «Insoumis» locaux pour contester le résultat des élections, a pris des allures de hashtag. On avait parié sur du grabuge en voyant débarquer des célébrités - Dieudonné et Francis Lalanne - dans la circonscription, venues se payer un ponton en danger dans son propre fief. Mais pas de là à mettre des ronds sur un boxon intégral et des prolongations : dimanche soir, l'ancien chef du gouvernement (sans étiquette) et Farida Amrani (France insoumise) ont tous les deux revendiqué la victoire. Et Valls est resté barricadé à la mairie d'Evry jusque très tard, après que ses adversaires ont bruyamment contesté la façon dont il est arrivé à obtenir ses 50,3 %. A une heure du matin, les alentours de la mairie ressemblaient à une académie de police. Des camions de CRS partout, en attente, dans la nuit chaude. Le fin connaisseur de chevaux : «si Serge Dassault, avec toutes ses casseroles, a soutenu le gagnant, alors...» Il nous laisse mettre ce que l'on veut derrière.

Empereur.

Evry, la ville dont Manuel Valls fut maire entre 2001 et 2012. Parfois, des habitants nous font des grands signes avec les mains pour nous indiquer tout ce qui n'existait pas avant sa mandature : les bâtiments, les terrasses, les commerces. Ils ne le décrivent pas comme un ancien édile, plutôt comme un empereur que le pouvoir a fait vriller. Un militant communiste, la trentaine passée (qui n'a pas fait campagne pour La France insoumise pour cause de guéguerre avec le PCF) se souvient de toutes les fois où il l'a croisé, jadis, dans les quartiers les plus difficiles en jean et petite chemise. «Il a aidé des familles, assisté à des enterrements, calmé des embrouilles entre cités rivales. Les gens ont de la mémoire. D'où les 50,3 %. On dit que l'abstention a joué en sa faveur, je ne crois pas. Dans l'isolement, beaucoup auraient mis un bulletin Valls, même s'ils déclarent le contraire sur Facebook.»

Parfois, des quidams le maudissent sans retenue. Sur le podium des griefs, le 49-3 et la vidéo où il est question de «white» et de «blancos». Yacoub, 20 ans, à la voix fluette : «Cette vidéo ne raconte qu'une infime partie du personnage. C'est un coup de chance d'avoir capté cette séquence. D'habitude, il n'y a ni caméras ni micros.» Le taulier d'un kebab avec un accent des Balkans : «Il fallait voir le monde qu'il y avait autour de lui quand il était maire. Aujourd'hui, il lui arrive de passer devant mon restaurant : la plupart du temps, il ne suscite aucune agitation.»

Rumeur.

En face de la gare, des mamans et des gamins bronzent devant une grande fontaine, quand d'autres picolent à l'ombre. Le militant coco : «J'ai l'impression que la plupart de ceux qui veulent vraiment la peau de Valls viennent de l'extérieur.» Nawel, 37 ans, était là hier soir. Au téléphone, elle dit qu'elle est venue de Paris pour assister à la déroute du député sortant. Et justifie son trajet nocturne : «Le cas de Valls était un enjeu national, ça allait largement au-delà des législatives. Au gouvernement, il a passé son temps à gifler les Français.» Une rumeur dit qu'une mobilisation se prépare. Que dans les jours qui viennent, des anti-Valls se pointeront devant la mairie pour lui demander de renoncer, en agitant des mouchoirs blancs. A Evry, on a croisé la candidate de La France insoumise et son suppléant, complètement lessivés mais optimistes. Manuel Valls aussi est confiant. Lundi, il était à l'Assemblée.

Ramsès Kefi

liberation.f



IV) A Evry, les Insoumis dénoncent le «49-3 électoral» de Valls

Par Loup Espargilière

C'était le feuilleton à suspense de ce second tour des législatives. À partir de 20 heures, dimanche, alors que les résultats tombent dans les circonscriptions les plus médiatisées, les soutiens de la candidate de La France insoumise Farida Amrani retiennent leur souffle. Dans la première circonscription de l'Essonne, où elle était opposée au député sortant et ancien premier ministre, Manuel Valls, les scores de chaque bureau de vote sont annoncés au compte-gouttes sur Twitter et l'écart semble extrêmement serré. On annonce que Manuel Valls est battu dans le bureau de vote de la mairie d'Évry qu'il a dirigée de 2001 à 2012. Tout un symbole.

À 22 h 26, Manuel Valls annonce sa victoire avec 50,3 % des suffrages, soit un écart de 139 voix, dans un vote encore plus fortement marqué par l'abstention (63,45 %) qu'au premier tour. Un résultat que contestent immédiatement les candidats insoumis sur Twitter, évoquant « plusieurs soupçons sur le comptage des voix à Évry ». « Nous n'accepterons pas un 49-3 électoral », ajoutent-ils. Ils se rendent alors à l'hôtel de ville d'Évry pour exiger un recomptage. Dans un climat de tension manifeste, certains soutiens de Farida Amrani sont chahutés par les forces de l'ordre dépêchées sur place. Militants et journalistes sont tenus à l'écart du bâtiment. Dans la foulée, l'insoumise annonce qu'elle déposera un recours dès le lendemain.



Mairie d'Évry © L.E.

Plus tard dans la soirée, après avoir mis au défi « toutes les rédactions [...] d'apporter la moindre preuve d'un seul problème entachant la régularité du scrutin à Évry », Francis Chouat, maire de cette ville et proche de Manuel Valls, se fend d'une série de tweets à destination des contestataires : « La pref Essonne a revérifié les voix une par une sur les bureaux. AUCUNE irrégularité constatée », tweete-t-il notamment. Une assertion que ne manque pas de reprendre Maître Eolas, juriste en chef de Twitter, très actif ce soir-là : « Non, la préfecture n'a pas pu vérifier les voix une par une. Elle n'a pu qu'additionner les résultats proclamés bureau par bureau », comme c'est la règle.

Une grande confusion a régné une partie de la soirée autour d'une inquiétude, largement relayée sur les réseaux sociaux : au moment où les candidats se rendaient à la mairie d'Évry pour exiger le recomptage des voix, on leur aurait répondu que les bulletins avaient été déchirés. De fait, c'est la procédure définie par le code électoral qui stipule que « les pièces fournies à l'appui des réclamations et des décisions prises par le bureau, ainsi que les feuilles de pointage sont jointes au procès-verbal. Les bulletins autres que ceux qui, en application de la législation en vigueur, doivent être annexés au procès-verbal sont détruits en présence des électeurs », c'est-à-dire, les bulletins autres que blancs et nuls.

Cependant, comme l'a repéré Europe 1, le site vie-publique.fr explique qu'« en prévision d'une éventuelle contestation et d'un contentieux devant le juge de l'élection, les bulletins ne sont pas immédiatement détruits. Le juge pourrait, s'il l'estime nécessaire, consulter et recompter l'ensemble des bulletins afin de déterminer la violation ou non de la loi électorale ». Pour l'heure, c'est en tout cas sur les indications données par les procès-verbaux et les listes d'émargement de chaque bureau et commune que se basent les insoumis pour constituer leur dossier de recours auprès du Conseil constitutionnel.

Ce matin, au micro de BFM TV, Farida Amrani a dénoncé des irrégularités supposées dans quatre bureaux de la ville d'Évry notamment, « où l'on n'avait malheureusement pas d'assesseurs » et où « les résultats ont été donnés en dernier et avec un ratio plus important [en faveur de Manuel Valls] par rapport aux autres bureaux de la ville ». « C'est l'un des paradoxes du militantisme, confie son suppléant, Ulysse Rabaté, joint par Mediapart. Nous n'avions pas assez de gens pour couvrir tous les bureaux de vote. C'est la preuve de la difficulté de faire fonctionner les institutions avec l'engagement citoyen. »

Quelques jours auparavant, Farida Amrani et Ulysse Rabaté avaient sollicité le concours de l'ONG Amnesty International pour s'assurer du bon déroulement du vote. « On s'y est pris un peu tard, admet le suppléant. On a fait ça quand on a commencé à ressentir de fortes tensions la semaine dernière. » Si le scrutin est annulé et qu'une nouvelle élection a lieu, Ulysse Rabaté annonce qu'il sera cette fois bien fait appel à un observateur extérieur.

En plus des accusations de bourrage d'urnes à Évry, les insoumis affirment avoir photographié une collaboratrice de Carlos Da Silva, suppléant de Manuel Valls à l'Assemblée nationale au cours de la législature qui s'achève, en train de recouvrir leurs affiches avec celles du député sortant, samedi matin aux aurores. Après la fin de la campagne officielle, donc. Une preuve qui sera également versée au dossier que les candidats ont encore dix jours pour constituer.



Peu importe la tournure que prendra la procédure lancée par les candidats malheureux, c'est bien Manuel Valls qui, dans un premier temps au moins, siégera en tant que député dans l'attente d'une décision du Conseil constitutionnel. Ce dernier explique sur son site que « la requête formée contre l'élection d'un député n'a pas d'effet suspensif. Tant qu'une décision d'annulation des opérations électorales n'est pas rendue, la personne proclamée élue continue d'exercer son mandat de député ». L'ancien premier ministre s'est d'ailleurs déjà rendu à l'assemblée nationale ce matin, où il a accueilli très fraîchement les questions des

journalistes sur place : « Pourquoi voulez-vous que je vienne demain ou dans une semaine ? Au nom de quoi ? Parce que c'est moi ? J'ai été élu hier et il n'y a pas de matière, en plus, à contestation. »

Trois scénarios sont désormais envisageables : soit le Conseil constitutionnel valide l'élection malgré la contestation, soit il annule l'élection (ce qu'il a fait à 63 reprises depuis 1958, précise son site) et une législative partielle s'ensuivra, soit il proclame l'élection d'un autre candidat, en l'occurrence, Farida Armani. Ce qui ne s'est jamais produit.

Dans tous les cas, la procédure devrait prendre plusieurs mois avant d'aboutir : les premières législatives partielles qui avaient suivi la séquence électorale de 2012, avaient eu lieu au mois de décembre de la même année, soit six mois plus tard. « Si on fait un dossier de recours, dit Ulysse Rabaté, c'est qu'on considère qu'il y a de la matière. On y croit. C'est un travail fastidieux », ajoute celui qui retournera « au boulot » dès demain. « On ne fait pas ça pour le plaisir. »

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Assemblée nationale: qui sont les futurs cadors de la majorité?

Par Jules Pecnard



L'hémicycle du Palais-Bourbon est un lieu où chaque groupe, à commencer par celui de la majorité, doit pouvoir s'appuyer sur plusieurs fortes personnalités. afp.com/Patrick KOVARIK

Élus face à une opposition émietlée mais qui compte de fortes personnalités, les nouveaux députés LREM vont vite devoir faire émerger des leaders.

C'est un domaine où l'expérience politique est précieuse. Composée pour une bonne partie de novices, la nouvelle majorité macronienne qui a conquis l'Assemblée nationale dimanche va devoir se chercher des ténors. Pour une raison très simple: si les oppositions au groupe La République en marche sont atomisées, elles contiennent, chacune, des personnalités expérimentées et adeptes de la joute politique. Notamment chez La France insoumise et le Front national.

Le premier poste clé à pourvoir, la présidence du groupe LREM, sera brigué par Richard Ferrand. Selon une information de BFMTV confirmée par L'Express lundi, le député du Finistère va quitter le gouvernement Philippe à l'occasion du remaniement provoqué par le second tour des élections législatives.

Richard Ferrand

Le sort de l'un des principaux hommes de confiance du président de la République serait fixé. Échaudé par l'affaire du montage immobilier breton dans laquelle il est mis en cause, Richard Ferrand devrait bientôt passer du

ministère de la Cohésion des territoires à la présidence du groupe LREM au Palais-Bourbon.

En tant que patron des députés de la majorité, il sera leur porte-voix et défendra leurs intérêts auprès des médias et organisera leur temps de parole. Il devra également gérer, à terme, les dissensions qui apparaîtront, fatalement, au sein du groupe, quelle que soit son apparente homogénéité.



Richard Ferrand IP3 PRESS/MAXPPP/Aurelien Morissard

Un poste que le député du Finistère brigue, officiellement, puisqu'il ne peut en aucun cas y être simplement "nommé" par le chef de l'Etat. Mais la Ve République étant ce qu'elle est, le fait qu'il soit propulsé par Emmanuel Macron laisse peu de place au doute.

Benjamin Griveaux

Principal porte-parole d'En Marche! durant la campagne présidentielle, Benjamin Griveaux est un homme ambitieux. Ancien rocardien puis proche de Dominique Strauss-Khan, il est soupçonné de vouloir briguer la mairie de Paris en 2020, ce qu'il a démenti à plusieurs reprises.

Cela n'empêche pas Benjamin Griveaux de se voir à un poste à haute responsabilité au sein de l'appareil de LREM, principal acteur politique des cinq années à venir.



Benjamin Griveaux, porte-parole et candidat de la République en marche à Paris, donne une interview à Paris le 31 mai 2017 afp.com/Philippe LOPEZ

Auteur d'un brillant parcours étudiant, Benjamin Griveaux ne s'en est pas moins frotté au terrain. Il a été élu conseiller général de Saône-et-Loire et conseiller municipal de Chalon-sur-Saône en mars 2008.

Stéphane Travert

Largement réélu dans sa circonscription de la Manche le 18 juin, cet ancien socialiste tendance Hamon s'est rapproché d'Emmanuel Macron lors de l'examen du projet de loi pour la croissance et l'activité, en 2015. S'affirmant "profondément de gauche" durant sa campagne, Stéphane Travert a été l'un des frondeurs "raisonnables" du quinquennat Hollande (il n'a pas signé la motion de censure contre le gouvernement de Manuel Valls à l'occasion de la loi Travail en mai 2016).

Il pourrait récupérer la présidence du groupe LREM à l'Assemblée nationale, en dépit de ses convictions pas franchement en phase avec la tonalité libérale du projet macronien.

Bruno Bonnell

Tombeur de Najat Vallaud-Belkacem dans le Rhône, ce fondateur de la société de développement de jeux vidéos Infogrames, ancien propriétaire du géant Atari, a participé à la version française de The Apprentice, l'émission de télé-réalité américaine créée par Donald Trump.



Bruno Bonnell, candidat La République en Marche aux législatives, le 16 mai 2017 à Lyonafp.com/JEFF PACHOUD

Patron charismatique et proche du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, il a oeuvré aux côtés de plusieurs ministres du Commerce extérieur. Sa forte personnalité en fera sans doute l'une des voix importantes du groupe LREM.

Frédérique Dumas

Elle fait partie des nombreuses femmes propulsées par le parti présidentiel au Palais-Bourbon. Coproductrice de documentaire, Frédérique Dumas compte s'investir activement au sein de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, si possible en tant que présidente. Éluée conseillère régionale d'Île-de-France en 2015 sous l'étiquette UDI, la nouvelle députée des Hauts-de-Seine s'est fréquemment illustrée par ses passes d'armes avec Valérie Pécresse. De quoi lui tanner le cuir pour affronter ses opposants dans l'hémicycle.

Jean-Jacques Bridey

Comme de nombreux marcheurs, voici un député socialiste qui s'est fait réélire sous le giron de LREM. L'expérience de Jean-Jacques Bridey, maire de Fresnes depuis 2001, lui a valu d'être l'un des principaux conseillers d'Emmanuel Macron durant la présidentielle sur les questions de sécurité et de défense. Il envisagerait, selon L'Opinion, de ravir la présidence de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale.

François de Rugy et Barbara Pompili

Grands égarés de l'écologie politique française, François de Rugy et Barbara Pompili ont pris le pari gagnant de chercher refuge à LREM pour conserver leur mandat, après avoir contribué à faire éclater Europe Écologie-Les Verts. Désormais, leurs ambitions vont plus loin. Ex-candidat à la primaire à gauche, François de Rugy a pour lui le fait d'occuper le poste de vice-président de l'Assemblée nationale. C'est en cette qualité qu'il se permet de vouloir briguer le perchoir.

Idem pour Barbara Pompili, ancienne secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité, qui a bien entendu la volonté d'Emmanuel Macron d'adjoindre pour ce poste, l'un des plus prestigieux de la République, une femme. Mais Laure de La Raudière, députée lemariniste réélue en Eure-et-Loir, serait également en lice selon des bruits de couloirs rapportés le 7 juin par Le Canard enchaîné.



Francois De Rugy et Barbara Pompili le 28 octobre 2015 à l'Assemblée nationale. REUTERS/Charles Platiau

3) Najat Vallaud-Belkacem dézingue Emmanuel

Le Point.fr

Battue au second tour des législatives à Villeurbanne, Najat Vallaud-Belkacem s'en est pris ce lundi à son ancien collègue, Emmanuel Macron. Dans une interview accordée au média Brut, l'ancienne ministre a dénoncé l'attitude du chef de l'État lorsqu'il était encore à Bercy. "J'ai vu assez rapidement qu'il n'y avait pas de jeu collectif de la part d'Emmanuel Macron au sein de son gouvernement", confie-t-elle à Brut.

Avant de s'expliquer : "Dans les quinze jours qui suivent sa nomination au ministère, son premier geste, c'est d'aller se faire applaudir à tout rompre aux universités d'été du Medef en expliquant que les 35 heures, c'était n'importe quoi, qu'il fallait les détricoter, et que la gauche, longtemps, s'était trompée en pensant que l'on pouvait avoir de la croissance sans travailler..."

Moi qui suis de gauche, je n'ai jamais pensé que l'on pouvait avoir de la croissance sans travailler. J'ai trouvé ça extrêmement injurieux et blessant. Et j'ai vite compris qu'en fait, il cherchait à se faire passer pour plus moderne sur notre dos, à nous faire passer pour des archaïques", dénonce-t-elle. Pour Najat-Vallaud Belkacem, le comportement qu'a eu Emmanuel Macron était tout sauf loyal. L'heure ne semble donc pas à l'apaisement.

<https://dai.ly/x5r9uts>

lepoint.fr

Les moins glorieux qu'il faudra surveiller

L'Assemblée nationale n'est pas qu'un lieu où l'on brille. Dans l'hémicycle, certains vont inévitablement trébucher pendant leurs débuts. Deux profils sont à surveiller en particulier: Anissa Khedher, élue dans la 7e circonscription du Rhône, et Fabienne Colboc, qui succède à Laurent Baumel dans la 3e circonscription d'Indre-et-Loire. La première a suscité le malaise lors d'un débat télévisé, où elle a notamment proposé, afin de diviser en deux le nombre d'élèves par classe (mesure phare du gouvernement), d'installer "des paravents".



Malaise TV@malaisetele

La seconde, entrepreneuse dans le domaine des ressources humaines, s'est illustrée sur France 3, en arborant quelques petites défaillances au niveau de son phrasé. Elle est désormais dans le grand bain.



Gaël Brustier @Gaelbrustier
Une candidate un peu étonnante... préoccupant. #Colboc #Legislatives2017 #Rem #EnMarche
<https://www.youtube.com/watch?v=tYuloLLJBek&sns=tw> ... via @youtube

lexpress.fr

4) Communistes et Insoumis parviendront-ils à s'entendre pour former un seul groupe à l'Assemblée nationale ?



La France insoumise a faire élire suffisamment de députés pour constituer son propre groupe sans le renfort des communistes. - ISA HARSIN/SIPA

Par Bruno Rieth

Avec 29 députés issus de ses rangs, la gauche radicale peut constituer un groupe parlementaire. Encore faut-il que communistes et Insoumis acceptent de se rassembler sous une même bannière.

La future Assemblée nationale sera-t-elle composée d'un ou deux groupes de la gauche radicale ? C'est la question qui agite les députés tout juste élus du PCF (11) et de La France insoumise (16). A peine le temps de prendre leur marque pour les nouveaux venus qu'ils devront d'ici peu décider s'ils se rassemblent

tous sous une même bannière, un groupe composé de 29 députés, ou s'ils retournent chacun dans leur chapelle.

"Aujourd'hui, nous, nous avons la capacité quoi qu'il arrive de constituer notre propre groupe", se félicite Eric Coquerel qui fait son entrée pour la première fois au Palais Bourbon comme député de la 1ère circonscription de Seine-Saint-Denis. Manière de mettre la pression sur ses camarades communistes. Car pour ce proche de Jean-Luc Mélenchon, rien n'est moins sûr côté PCF. "Sur le papier, je ne vois pas comment les communistes peuvent faire un groupe. Et ceux qui évoquent le renfort des parlementaires ultra-marins pour y arriver vont un peu vite", estime-t-il, évoquant au détour d'une phrase "le très bon accueil qu'on a reçu" de certains d'entre eux durant la campagne des législatives.

Aujourd'hui, nous, nous avons la capacité quoi qu'il arrive de constituer notre propre groupe

Eric Coquerel, député France insoumise de Seine-Saint-Denis

Certains députés communistes pourraient rejoindre un groupe FI

D'autant que parmi les 11 députés communistes revendiqués par Colonel Fabien, deux d'entre eux pourraient bien leur faire défaut, attirés par les sirènes mélenchonistes : Stéphane Peu, élu dans la 2ème circonscription de Seine-Saint-Denis, et Marie-George Buffet, dans la 4ème. Les deux ayant fait campagne sous la double bannière PCF/ France insoumise.

Pour preuve, lors de la rupture des discussions entre les deux anciens alliés historiques du Front de gauche, Stéphane Peu avait publié un communiqué dans lequel il évoquait sa "déception" et un "gâchis": "Je suis déçu mais également en colère (...) comme je n'ai cessé de le dire et de l'écrire à la direction du PCF, ces derniers jours, je considère que les propositions faites par elle pour la Seine-Saint-Denis ne manifestaient pas une volonté d'aboutir à un accord". Il avait annoncé qu'il signerait, lui, la charte de la France insoumise, objet de toutes les tensions.

COMMUNIQUÉ DE STÉPHANE PEU

Saint-Denis, le 9 mai 2017

Nous savons à quel point il existe un lien étroit entre les élections présidentielles et législatives. Or, je viens d'apprendre l'échec des négociations pour les élections législatives entre la direction du PCF et France Insoumise. Quelle déception et quel gâchis ! Je pense à ces milliers de personnes et de jeunes rencontrés ces derniers mois dans la formidable campagne de Jean-Luc Mélenchon. À Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Villetaneuse où le score réalisé a été de 43%, je ne me résignerai jamais à voir cette espérance brisée.

Je suis déçu mais également en colère. Je ne dispose pas des informations pour me permettre de juger de la responsabilité de cet échec au niveau national. Par contre, comme je n'ai cessé de le dire et de l'écrire à la direction du PCF, ces derniers jours, je considère que les propositions faites par elle concernant la Seine-Saint-Denis ne manifestaient pas une volonté d'aboutir à un accord.

Alors qu'Emmanuel Macron vient d'être élu Président de la République, toutes nos énergies doivent être mobilisées pour faire grandir une alternative progressiste au libéralisme. Il faut imposer à Macron une majorité d'élus de la Gauche Debout et Insoumise à l'Assemblée Nationale. Pour ce qui me concerne, je continuerai à unir et rassembler, et c'est dans cet esprit que je signerai la Charte de la France Insoumise. Je suis plus que jamais déterminé à agir pour une mobilisation citoyenne la plus large et à rassembler les habitants et les jeunes qui aspirent à l'égalité, à la dignité et qui veulent des élus qui les défendent.

Ma seule ambition pour les semaines qui viennent est de prolonger l'enthousiasme et l'espérance construits dans les quartiers populaires avec la campagne de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle.

Quant à Marie-George Buffet, ancienne secrétaire nationale du Parti communiste, elle fait partie de ces responsables communistes qui ont toujours défendu une position pro Jean-Luc Mélenchon au sein du PCF. Ce lundi, à l'AFP, elle a d'ailleurs déclaré qu'elle souhaitait "qu'il y ait un seul groupe, c'est ce qui me paraît le plus respectueux des électeurs" qui "auraient du mal à comprendre qu'on aille chacun de notre côté".

L'important est que "l'identité communiste puisse continuer d'exister dans l'hémicycle", revendique André Chassaigne

De son côté André Chassaigne, ancien président du groupe des députés communistes, réélu dans la 5ème circonscription du Puy-de-Dôme, ne veut pas se presser. "J'ai invité les députés communistes élus à une réunion mercredi matin pour voir ce que nous allons faire", confie-t-il. Et d'évoquer spontanément l'hypothèse de deux groupes distincts à l'Assemblée nationale : "L'objectif est la visibilité de la gauche radicale dans cette nouvelle Assemblée. Il faudra qu'on organise, s'il y a deux groupes, une sorte d'inter-groupe, avec une expression commune, et un cadre de travail commun".

Car pour André Chassaigne, en froid avec Jean-Luc Mélenchon depuis 2012 (ils étaient tous les deux candidats pour représenter le Front de gauche à la présidentielle), l'important est que "l'identité communiste puisse continuer d'exister dans l'hémicycle, qu'elle ne soit pas tout simplement avalée". Et dans l'hypothèse d'un groupe commun, ce vieux briscard de la politique ne se fait d'illusion, projetant que "si on se regroupe, la présidence reviendra forcément à la sensibilité la plus importante, la FI". D'où l'idée que les communistes gardent leur autonomie, balayant les doutes d'un Coquerel sur leur capacité à rassembler suffisamment de parlementaires : "Il n'y a aucun obstacle pour y arriver. On refera comme lors de la dernière mandature en se regroupant avec nos camarades ultra-marins ! »

"Quand le PS tergiversera une nouvelle fois sur le vote de la confiance, ça peut provoquer de nouvelles choses"

Pas de quoi ébranler Eric Coquerel qui pose déjà les jalons du futur groupe réunissant l'ensemble des députés de la gauche radicale : "Il n'est pas envisageable que ce soit un cartel de partis. Il faut qu'on poursuive ce qui a fait le succès de la campagne présidentielle, l'idée d'une nouvelle force basée sur un programme commun". Avec Jean-Luc Mélenchon en président de groupe forcément, juge-t-il "à titre personnel".

Un rassemblement qui pourrait d'ailleurs s'étoffer en accueillant d'autres sensibilités comme Régis Juanico, le seul député frondeur à avoir survécu à la vague En Marche, "et d'autres socialistes également. Je n'ai pas encore bien regardé tous les profils, mais quand le PS tergiversera une nouvelle fois sur le fait de voter oui ou non la confiance au gouvernement d'Emmanuel Macron, ça peut provoquer de nouvelles choses. La recomposition n'est pas finie", prophétise-t-il.

Encore faut-il que les nouveaux venus acceptent les règles édictées par Jean-Luc Mélenchon lui-même : "Un groupe France insoumise cohérent, discipliné, offensif". Le mot discipline pouvant en refroidir plus d'un...



par Bruno Rieth

marianne.net



LAPRESSEENREVUE.EU



Manuel Bompard @mbompard

Communiqué de Stéphane Peu à propos des élections législatives.
#franceinsoumise

5) "J'ai vu le matheux": à l'Assemblée, Mélenchon s'en prend à Cédric Villani

Par [LEXPRESS.fr](https://www.lexpress.fr)



Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, le 17 mai 2017 à Marseille [afp.com/PASCAL GUYOT](https://www.afp.com/PASCAL GUYOT)

Le leader de la France insoumise veut "expliquer" le contrat de travail au mathématicien élu sous l'étiquette LREM qui n'a pas tardé à lui répondre.

A en juger la meute de journalistes présente dans la cour du Palais Bourbon, l'arrivée de Jean-Luc Mélenchon pour ses premiers pas à l'Assemblée nationale étaient très attendue. Et l'ancien candidat du "bruit et de la fureur" n'a pas déçu, n'hésitant pas à distiller bons mots et attaques cinglantes, visant notamment le nouveau député LREM, le mathématicien Cédric Villani.



BFMTV@BFMTV

"J'ai vu le matheux, je vais lui expliquer le contrat de travail", Mélenchon s'en prend à Villani

Vantant l'ancrage populaire des députés LFI, Mélenchon a jugé qu'"il y a des braves gens, bon beaucoup de DRH qui ont une conscience sociale assez faible, mais aussi des chercheurs, des intellectuels". Puis le désignant sans le nommer, l'ancien candidat à la présidentielle s'en est pris à Cédric Villani: "J'ai vu le matheux, je vais lui expliquer qu'est ce que c'est un contrat de travail, il va tomber par terre. Il sait pas ce qu'il y a dedans, il sait pas que la journée de 8 heures c'est 100 ans de lutte".

Le principal intéressé a répliqué sur Twitter, rappelant ses fonctions de directeur de recherche mathématique à l'institut Henri-Poincaré



Cédric Villani @VillaniCedric

Cher @JLMelenchon, Directeur de l'IHP, j'en ai vu des contrats de travail... mais c'est tjs un plaisir de recevoir des cours particuliers ! <https://twitter.com/BFMTV/status/877094424110673920> ...

"Cher Jean-Luc Mélenchon, Directeur de l'IHP, j'en ai vu des contrats de travail... Mais c'est toujours un plaisir de recevoir des cours particuliers!", a-t-il répliqué non sans ironie.

[lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)

6) Les députés de la France insoumise entrent en "résistance" à l'Assemblée nationale

Les 17 députés élus de la France Insoumise sont arrivés, ce mardi, à l'Assemblée nationale. Jean-Luc Mélenchon devrait présider le groupe et n'est pas contre une alliance avec les communistes.

Par Alexandre Poussart avec AFP et LCP

Les 17 députés élus de la France Insoumise sont arrivés, ce mardi, à l'Assemblée nationale. Le leader du mouvement Jean-Luc Mélenchon a musclé d'entrée de jeu cette arrivée en recadrant certains journalistes venus l'interviewer : « Mettez-vous de l'autre côté, vous ne passerez pas votre bras du côté de la tête de cette dame. Non monsieur... » a-t-il lancé à un journaliste qui souhaitait devancer une députée.



BFMTV@BFMTV

Jean-Luc Mélenchon arrive à l'Assemblée et exige de l'ordre chez les journalistes

Alors que la plupart des députés FI sont élus pour la première fois au Palais Bourbon, Jean-Luc Mélenchon, a salué « un événement historique » : « tous, on a beaucoup de fierté ». Le député de la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône a eu un geste affectueux pour le jeune élu, sur le fil, de la 1ère circonscription du Nord Adrien Quatennens, 27 ans. « Allez, avance! », a-t-il lancé à la cantonade alors que les journalistes ralentissaient.

Photo de famille



Jean-Luc Mélenchon@JLMelenchon

Je prête ma cravate à @alexiscorbiere pour la photo officielle.

Les parlementaires LFI ont ensuite fait une photo de famille sur les marches menant au Palais Bourbon, le poing levé et criant « Résistance! ». « Et à la fin, c'est nous qu'on a gagné », a alors lancé le nouvel élu picard François

Ruffin, le mot "gagné" étant repris en chœur par les autres. Pour la photo individuelle officielle, Tout sourire, Jean-Luc Mélenchon a même prêté sa cravate à Alexis Corbière, pour la photo individuelle officielle du député de Seine-Saint-Denis.

Jean-Luc Mélenchon devrait présider le groupe

« Le groupe que vous voyez ici est à l'image du pays, de sa composition sociale », avec une bibliothécaire, une aide-soignante ou encore un technicien, a vanté l'ancien sénateur et ex-député européen. Les 17 députés France Insoumise sont assez pour former un groupe. Jean-Luc Mélenchon devrait le présider, encouragé par Alexis Corbière, mais il est conscient qu'il devra être "remplacé au cours de la mandature".

Un groupe d'alliance avec les communistes ?

Les Insoumis pourront s'allier avec la dizaine de députés communistes élus. « Si tout le monde est de bonne foi, on va être unis dans le combat », a confié Jean-Luc Mélenchon aux journalistes de LCP. « J'étais assis avec les communistes au Sénat, cela devrait se passer simplement », a déclaré l'ancien sénateur et ex-député européen.

« Le ticket d'entrée des socialistes c'est de voter contre la confiance »

<http://dai.ly/x5regff>

Concernant une éventuelle alliance parlementaire entre les Insoumis et les députés socialistes, Jean-Luc Mélenchon, ancien cadre du PS a été clair : « le ticket d'entrée c'est de voter contre la confiance au gouvernement Macron. Tant que les socialistes restent un attelage confus, il n'y aura pas de discussion honnête. »

« La bataille pour le Code du travail, une bonne bataille »

<http://dai.ly/x5rec8f>

La réforme du code du travail par ordonnances, portée fin juillet par le gouvernement Macron, sera l'un des textes essentiels auquel vont s'opposer les députés Insoumis. « C'est bien que notre bataille fondatrice soit celle du code du Travail, c'est un beau symbole », a confié Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier a critiqué sur ce sujet la majorité de La République en Marche dans laquelle « il y a beaucoup de DRH, de gens comme ça qui ont une conscience sociale assez faible - pas toujours. »

Jean-Luc Mélenchon a même visé Cédric Villani le mathématicien Cédric Villani, élu député de l'Essonne : « J'ai vu le matheux, là. Je vais lui expliquer ce qu'est un contrat de travail, il va tomber par terre, parce qu'il le sait pas. Il sait pas que la journée de 8 heures c'est 100 ans de lutte! Le gars il croit que ça a toujours été comme ça! »

La réplique de Villani



Cédric Villani @VillaniCedric
Cher @JLMelenchon, Directeur de l'IHP, j'en ai vu des contrats de travail... mais c'est tjs un plaisir de recevoir des cours particuliers ! <https://twitter.com/BFMTV/status/877094424110673920> ...

La réplique de Cédric Villani ne s'est pas faite attendre sur les réseaux sociaux : « Cher @JLMelenchon, Directeur de l'IHP (Institut Henri Poincaré, ndlr), j'en ai vu des contrats de travail... mais c'est tjs un plaisir de recevoir des cours particuliers! »



A Suivre...
La Presse en Revue